

CHAPITRE 5. — *Entrée en vigueur*

Art. 12. Le Roi détermine la date de l'entrée en vigueur du chapitre 3.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre de l'Agenda numérique,
A. DE CROO

Scellé du sceau de l'Etat :

Le ministre de la Justice,
K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)
Documents : 54 2512
Compte rendu intégral : 30 juin 2017

HOOFDSTUK 5. — *Inwerkingtreding*

Art. 12. De Koning bepaalt de datum van de inwerkingtreding van hoofdstuk 3.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Digitale Agenda,
A. DE CROO

Met 's Lands zegel gezegeld :

De minister van Justitie,
K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)
Stukken : 54 2512
Integraal Verslag : 30 juni 2017

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2017/20523]

31 JUILLET 2017. — Loi modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations et la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, en vue de réduire le coût du déploiement des réseaux de communications électroniques à haut débit (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Elle transpose partiellement la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement des réseaux de communications électroniques à haut débit.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations*

Art. 2. L'article 1^{er} de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, modifié en dernier lieu par la loi du 25 décembre 2016, est complété par les 74°, 75°, 76°, 77° et 78° rédigés comme suit :

“74° “réseau de communications électroniques à haut débit” : un réseau de communications électroniques pouvant fournir des services d'accès au haut débit à une vitesse supérieure ou égale à 30 Mbit/s;

75° “infrastructures non actives” : toute canalisation de transport, tout réseau fermé industriel, toute conduite directe, qui ne sont pas destinés à acheminer eux-mêmes des produits gazeux et autres par canalisations ainsi que tous bâtiments, machines et appareils accessoires destinés ou utilisés à l'une des fins énumérées à l'article 2, § 1^{er}, qui sont susceptibles d'accueillir les éléments d'un réseau de communications électroniques à haut débit sans devenir eux-mêmes un élément actif de ce réseau;

76° “organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux” : l'organe de règlement des litiges institué par l'accord de coopération du 1^{er} décembre 2016 en vue de transposer partiellement la directive 2014/61/UE du parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2017/20523]

31 JULI 2017. — Wet tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen en van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, met het oog op de verlaging van de kosten van de aanleg van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Zij voorziet in de gedeeltelijke omzetting van de richtlijn 2014/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake maatregelen ter verlaging van de kosten van de aanleg van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen*

Art. 2. Artikel 1 van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 december 2016, wordt aangevuld met de bepalingen onder 74°, 75°, 76°, 77° en 78°, luidende :

“74° “elektronische communicatienetwerk met hoge snelheid” : een elektronisch communicatienetwerk dat breedband-toegangsdiensten kan leveren met snelheden van minstens 30 Mbps;

75° “niet-actieve infrastructuur” : elke vervoerleiding, elk gesloten industrieel net, elke directe leiding, die niet bestemd is om zelf gasachtige producten en andere door middel van leidingen te vervoeren, alsook alle gebouwen, machines en bijhorende toestellen bestemd of gebruikt voor een van de doeleinden opgesomd in artikel 2, § 1, die elementen van een elektronisch communicatienetwerk met hoge snelheid kunnen onderbrengen zonder dat zij zelf een actief element van het netwerk worden;

76° “instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuur” : de instantie voor geschillenbeslechting opgericht door het samenwerkingsakkoord van 1 december 2016 om te zorgen voor de gedeeltelijke omzetting van de richtlijn 2014/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake maatregelen ter verlaging van de kosten van de aanleg van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid;

77° “point d’information unique” : le système KLIM – CICC (Federaal Kabels en leidingen Informatie Meldpunt – Point de Contact fédéral Information Câbles et Conduites) et tout autre point d’information électronique unique donnant lieu aux mêmes obligations et droits d’information, créé ou désigné par décret ou ordonnance;

78° “travaux de génie civil” : le résultat d’un ensemble de travaux de bâtiment ou de génie civil, destiné à remplir par lui-même une fonction économique ou technique et qui comporte un ou plusieurs éléments d’une infrastructure non-active.”.

Art. 3. Dans le chapitre IV de la même loi, il est inséré une section IV intitulée “Section IV. - Accès aux infrastructures non actives en vue du déploiement des réseaux de communications électroniques à haut débit et coordination des travaux de génie civil”.

Art. 4. Dans la section IV insérée par l’article 3, il est inséré un article 15/2sexies rédigé comme suit :

“Art.15/2sexies. § 1^{er}. Le gestionnaire d’infrastructures non actives a le droit d’offrir aux entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux de communications électroniques l’accès à ses infrastructures non actives en vue du déploiement d’éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit.

§ 2. En réponse à une demande écrite formulée par une entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics, le gestionnaire d’infrastructures non actives fait droit à toute demande raisonnable d’accès à ses infrastructures non actives selon des modalités et des conditions équitables et raisonnables, y compris au niveau du prix, en vue du déploiement d’éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit. Cette demande écrite indique de manière détaillée les éléments du projet pour lequel l’accès est demandé, y compris un échéancier précis.

§ 3. Tout refus d’accès est fondé sur des critères objectifs, transparents et proportionnés, tels que :

1° la capacité technique de l’infrastructure non active à laquelle l’accès a été demandé d’accueillir les éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit visés au paragraphe 2;

2° l’espace disponible pour accueillir des autres éléments du réseau de transport, du réseau fermé industriel ou de la conduite directe du gestionnaire d’infrastructures non actives, y compris les besoins futurs d’espace dudit gestionnaire, ou pour accueillir les éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit visés au paragraphe 2, y compris les besoins futurs d’espace de l’entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics qui a introduit la demande ou les éléments de réseaux d’autres entreprises, lesquels ont été démontrés de manière suffisante;

3° des considérations de sûreté et de santé publique;

4° l’intégrité et la sécurité de l’infrastructure non active, en particulier de celle constituant une infrastructure critique nationale visée par la loi du 1^{er} juillet 2011 relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques;

5° le risque d’interférence grave entre les services de communications électroniques en projet et les autres services fournis à l’aide des infrastructures non actives;

6° la disponibilité d’autres moyens viables de fourniture en gros d’accès physique à l’infrastructure non active, offerts par le gestionnaire d’infrastructures non actives et adaptés à la fourniture de réseaux de communications électroniques à haut débit, pour autant que l’accès soit offert selon des modalités et des conditions équitables et raisonnables.

Le gestionnaire d’infrastructures non actives indique les raisons de son refus dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la demande d’accès complète.

§ 4. Si l’accès est refusé ou si aucun accord n’a été trouvé sur les modalités et conditions spécifiques, y compris le prix, dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la demande d’accès, chaque partie est habilitée à porter l’affaire devant l’organe de règlement des litiges en matière d’infrastructures de réseaux.

L’alinéa 1^{er} est applicable sans préjudice de la possibilité pour toute partie, en cas de litige, de saisir le tribunal de première instance de Bruxelles, statuant comme en référé, conformément à la procédure fixée par l’article 15/2decies.

77° “centraal informatiepunt” : het KLIM-CICC-systeem (Federaal Kabels en leidingen Informatie Meldpunt – Point de Contact fédéral Information Câbles et Conduites) en elk ander centraal elektronisch informatiepunt dat aanleiding geeft tot dezelfde informatierechten en -plichten, opgericht of ontworpen bij decreet of ordonnantie;

78° “civiele werken” : het product van een geheel van bouwkundige of civieltechnische werken dat bestemd is om als zodanig een economische of technische functie te vervullen en dat een of meer elementen van een niet-actieve infrastructuur omvat.”.

Art. 3. In hoofdstuk IV van dezelfde wet wordt een afdeling IV ingevoegd luidende “Afdeling IV. - Toegang tot niet-actieve infrastructuur met het oog op de aanleg van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid en coördinatie van civieltechnische werken”.

Art. 4. In afdeling IV, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel 15/2sexies ingevoegd, luidende :

“Art.15/2sexies. § 1. Elke beheerder van niet-actieve infrastructuur heeft het recht ondernemingen die elektronische communicatienetwerken aanbieden of waaraan een vergunning voor het aanbieden ervan is verleend, toegang te geven tot zijn niet-actieve infrastructuur met het oog op de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid.

§ 2. Op schriftelijk verzoek van een onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan een vergunning voor het aanbieden ervan is verleend, willigt de beheerder van niet-actieve infrastructuur de redelijke verzoeken om toegang tot zijn niet-actieve infrastructuur in onder billijke en redelijke eisen en voorwaarden met inbegrip van de prijs, met het oog op de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid. Dat schriftelijke verzoek bevat een nadere omschrijving van de elementen van het project waarvoor om toegang wordt verzocht, met inbegrip van een tijdschema.

§ 3. Elke weigering om toegang te verlenen, is gebaseerd op objectieve, transparante en evenredige criteria, zoals :

1° de technische geschiktheid van de niet-actieve infrastructuur waarvoor om toegang wordt verzocht voor het onderbrengen van de in paragraaf 2 bedoelde elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid;

2° de beschikbaarheid van ruimte om andere elementen van het vervoernet, van het gesloten industrieel net of van de directe leiding van de beheerder van niet-actieve infrastructuur te huisvesten, de toekomstige behoeften aan ruimte van de beheerder inbegrepen, of om de in paragraaf 2 bedoelde elementen van de elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid te huisvesten, waarbij onder meer rekening wordt gehouden met de toekomstige behoeften aan ruimte, die afdoende moeten worden aangetoond, van de onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan een vergunning voor het aanbieden ervan is verleend, die het verzoek heeft ingediend of met de elementen van netwerken van andere ondernemingen;

3° overwegingen met betrekking tot veiligheid en volksgezondheid;

4° de integriteit en veiligheid van de niet-actieve infrastructuur, met name van kritieke nationale infrastructuur bedoeld in de wet van 1 juli 2011 betreffende de beveiliging en de bescherming van de kritieke infrastructures;

5° het risico van ernstige verstoring van de geplande elektronische communicatiediensten wanneer andere diensten via de niet-actieve infrastructuur worden verstrekt;

6° de vraag of de beheerder van de niet-actieve infrastructuur beschikt over levensvatbare alternatieve middelen voor het verlenen van wholesaletoeegang tot de fysieke niet-actieve infrastructuur die geschikt zijn voor het aanbieden van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid, op voorwaarde dat de toegang onder billijke en redelijke voorwaarden wordt verleend.

Uiterlijk twee maanden vanaf de datum van ontvangst van het volledige verzoek om toegang geeft de beheerder van de niet-actieve infrastructuur de redenen voor de weigering op.

§ 4. Indien uiterlijk twee maanden vanaf de datum van ontvangst van het verzoek, toegang wordt geweigerd of geen overeenstemming wordt bereikt over specifieke eisen en voorwaarden, met inbegrip van de prijs, heeft elke partij het recht deze kwestie door te verwijzen naar de instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuur.

Het eerste lid is van toepassing onverminderd de mogelijkheid voor elke partij om bij geschillen de zaak aanhangig te maken bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, die beslist als in kort geding, overeenkomstig de procedure die bepaald is in artikel 15/2decies.

§ 5. Le présent article s'entend sans préjudice du droit de propriété du propriétaire de l'infrastructure non-active lorsque le gestionnaire d'infrastructures non actives n'est pas le propriétaire ainsi que du droit de propriété de tout autre tiers, tels que les propriétaires fonciers et les propriétaires privés. Le présent article s'entend également sans préjudice de l'obligation pour l'entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics d'obtenir les permis et autorisations requis pour la pose des éléments constitutifs de son réseau de communications électroniques à haut débit."

Art. 5. Dans la même section IV, il est inséré un article 15/2septies rédigé comme suit :

"Art.15/2septies. § 1^{er}. Toute entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics a le droit, afin de demander l'accès à une infrastructure non active conformément à l'article 15/2sexies, § 2, d'accéder, sur simple demande, aux informations minimales suivantes relatives aux infrastructures non actives existantes du gestionnaire d'infrastructures non actives :

- 1° l'emplacement et le tracé;
- 2° le type et l'utilisation actuelle des infrastructures; et
- 3° un point de contact.

L'entreprise qui demande l'accès précise la zone dans laquelle elle envisage le déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit.

Une limitation de l'accès aux informations minimales visées à l'alinéa 1^{er} est motivée et n'est autorisée que lorsque cela est nécessaire pour des raisons liées à la sécurité et à l'intégrité des infrastructures non-actives, à la sécurité nationale, à la santé publique ou à la sûreté, à la confidentialité ou aux secrets commerciaux et d'affaires.

§ 2. Lorsque les informations minimales visées au paragraphe 1^{er} ne sont pas disponibles par l'intermédiaire du point d'information unique, le gestionnaire d'infrastructures non actives donne accès à ces informations sur demande spécifique formulée par écrit par une entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics.

Cette demande précise la zone concernée par un éventuel déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit.

L'accès aux informations est accordé dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la demande écrite, selon des modalités proportionnées, non discriminatoires et transparentes, sans préjudice des restrictions prévues en vertu du paragraphe 1^{er}.

§ 3. En réponse à la demande écrite spécifique formulée par une entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics, le gestionnaire d'infrastructures non actives fait droit aux demandes raisonnables d'enquête sur place sur des éléments spécifiques de ses infrastructures non actives. Cette demande précise les éléments de réseau concernés par le déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit.

L'autorisation d'effectuer des enquêtes sur place sur des éléments spécifiés de l'infrastructure non active est accordée, selon des modalités proportionnées, non discriminatoires et transparentes, dans un délai d'un mois à partir de la date de réception de la demande écrite et sans préjudice des restrictions prévues en vertu du paragraphe 1^{er}. Les personnes ayant reçu l'autorisation devront respecter scrupuleusement les procédures et mesures de sécurité qui leur seront communiquées.

§ 4. En cas de litige concernant les droits et obligations prévus dans le présent article, chacune des parties a le droit de porter le litige devant l'organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux.

L'alinéa 1^{er} est applicable sans préjudice de la possibilité pour toute partie, en cas de litige, de saisir le tribunal de première instance de Bruxelles, statuant comme en référé, conformément à la procédure fixée par l'article 15/2decies.

§ 5. Lorsqu'elles obtiennent l'accès aux informations en vertu du présent article, les entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux de communications publics prennent les mesures appropriées pour assurer le respect de la confidentialité et des secrets commerciaux et d'affaires."

§ 5. Dit artikel laat het eigendomsrecht van de eigenaar van de niet-actieve infrastructuur, indien de beheerder van de niet-actieve infrastructuur niet de eigenaar is, alsmede het eigendomsrecht van derden, zoals landeigenaren en eigenaren van privaats eigendom, onverlet. Dit artikel laat eveneens de verplichting voor de onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan een vergunning voor het aanbieden ervan is verleend, om de toelatingen en vergunningen te bekomen die vereist zijn voor de aanleg van de bestanddelen van zijn elektronisch communicatienetwerk met hoge snelheid, onverlet."

Art. 5. In dezelfde afdeling IV wordt een artikel 15/2septies ingevoegd, luidende :

"Art.15/2septies. § 1. Iedere onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan een vergunning voor het aanbieden van openbare communicatienetwerken is verleend, heeft op verzoek recht op toegang tot de volgende minimuminformatie met betrekking tot de bestaande niet-actieve infrastructuur van de beheerder van een niet-actieve infrastructuur, teneinde overeenkomstig artikel 15/2sexies, § 2, een verzoek om toegang tot niet-actieve infrastructuur in te dienen :

- 1° locatie en route;
- 2° aard en huidig gebruik van de infrastructuur; en
- 3° een contactpunt.

De onderneming die om toegang verzoekt, specificeert het gebied waarin wordt overwogen om elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid aan te leggen.

Een beperking van de toegang tot de in het eerste lid 1 bedoelde minimuminformatie wordt gemotiveerd en uitsluitend toegestaan indien dit noodzakelijk wordt geacht met het oog op de veiligheid en integriteit van de niet-actieve infrastructuur, de nationale veiligheid, de volksgezondheid of de openbare veiligheid, de vertrouwelijkheid en de bescherming van handels- en bedrijfsgeheimen.

§ 2. Indien de in paragraaf 1 bedoelde minimuminformatie niet via het centrale informatiepunt beschikbaar is, biedt de beheerder van de niet-actieve infrastructuur op specifiek schriftelijk verzoek van een onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan vergunning voor het aanbieden van openbare communicatienetwerken is verleend, toegang aan tot dergelijke informatie.

In dat verzoek wordt gespecificeerd in welk gebied de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid wordt overwogen.

Toegang tot informatie moet binnen twee maanden vanaf de datum van ontvangst van het schriftelijk verzoek worden verleend, waarbij evenredige, niet-discriminerende en transparante voorwaarden worden gehanteerd, onverminderd de beperkingen overeenkomstig paragraaf 1.

§ 3. Op specifiek, schriftelijk verzoek van een onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan vergunning voor het aanbieden van openbare communicatienetwerken is verleend, gaat de beheerder van een niet-actieve infrastructuur in op redelijke verzoeken tot inspecties ter plaatse van specifieke elementen van zijn niet-actieve infrastructuur. In dat verzoek worden de elementen van het betrokken netwerk gespecificeerd met het oog op de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid.

Inspecties ter plaatse van de gespecificeerde elementen van de niet-actieve infrastructuur moeten uiterlijk één maand vanaf de datum van ontvangst van het schriftelijk verzoek worden toegestaan, waarbij evenredige, niet-discriminerende en transparante voorwaarden worden gehanteerd, onverminderd de beperkingen overeenkomstig paragraaf 1. De personen die de toestemming gekregen hebben moeten de procedures en veiligheidsmaatregelen die hun worden meegedeeld, nauwgezet naleven.

§ 4. Wanneer een geschil ontstaat in verband met de in dit artikel vermelde rechten en verplichtingen, heeft elke partij bij het geschil het recht het geschil door te verwijzen naar de instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuur.

Het eerste lid is van toepassing onverminderd de mogelijkheid voor elke partij om bij geschillen de zaak aanhangig te maken bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, die beslist als in kort geding, overeenkomstig de procedure die bepaald is in artikel 15/2decies.

§ 5. Wanneer zij overeenkomstig dit artikel toegang krijgen tot informatie, nemen de ondernemingen die openbare communicatienetwerken aanbieden of waaraan vergunning voor het aanbieden van openbare communicatienetwerken is verleend, de nodige maatregelen ter bescherming van vertrouwelijkheid en handels- en bedrijfsgeheimen."

Art. 6. Dans la même section IV, il est inséré un article 15/2octies, rédigé comme suit :

“Art.15/2octies. § 1^{er}. Sans préjudice de toute disposition établie par décret ou par ordonnance régissant la coordination de travaux de génie civil sur le domaine public, le gestionnaire d’infrastructures non actives a le droit de négocier des accords en ce qui concerne la coordination des travaux de génie civil avec les entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux de communications électroniques en vue du déploiement d’éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit.

§ 2. Lorsque le gestionnaire d’infrastructures non actives effectue directement ou indirectement des travaux de génie civil entièrement ou partiellement financés par des fonds publics, il fait droit à toute demande raisonnable de coordination, selon des modalités transparentes et non discriminatoires, des travaux de génie civil émanant d’entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux de communications publics en vue du déploiement d’éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit.

Il est satisfait à cette demande, pour autant que :

1° cela n’entraîne pas de coûts supplémentaires, y compris en raison de retards supplémentaires, pour les travaux de génie civil envisagés initialement;

2° que cela ne fasse pas obstacle au contrôle de la coordination des travaux;

3° que la demande de coordination soit introduite dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, un mois au moins avant le dépôt du projet définitif auprès des autorités compétentes en matière de délivrance d’autorisations.

§ 3. Si un accord relatif à la coordination des travaux de génie civil en vertu du paragraphe 2 n’a pu être conclu dans un délai d’un mois à compter de la date de réception de la demande de négociation formelle, chacune des parties est habilitée à porter l’affaire devant l’organe de règlement des litiges en matière d’infrastructures de réseaux.

L’alinéa 1^{er} est applicable sans préjudice de la possibilité pour toute partie, en cas de litige, de saisir le tribunal de première instance de Bruxelles, statuant comme en référé, conformément à la procédure fixée par l’article 15/2decies.”.

Art. 7. Dans la même section IV, il est inséré un article 15/2novies, rédigé comme suit :

“Art.15/2novies. § 1^{er}. Afin de négocier des accords de coordination des travaux de génie civil visés à l’article 15/2octies, le gestionnaire d’infrastructures non actives met à disposition, lorsqu’une demande en ce sens lui est adressée par écrit par une entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics, les informations minimales suivantes sur les travaux de génie civil en cours ou prévus relatifs à ses infrastructures non actives et pour lesquels une autorisation a été accordée, une procédure de délivrance d’autorisation est en cours ou une première introduction de demande d’autorisation auprès des autorités compétentes est envisagée dans les six mois suivants :

1° l’emplacement et le type de travaux;

2° les éléments de l’infrastructure non-active concernés;

3° la date estimée de début des travaux et la durée de ces derniers; et

4° un point de contact.

L’entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics précise, dans sa demande, la zone dans laquelle elle envisage un déploiement d’éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit. Dans un délai de deux semaines à compter de la date de réception de la demande écrite, le gestionnaire d’infrastructures non actives fournit les informations demandées selon des modalités proportionnées, non discriminatoires et transparentes.

Une limitation de l’accès aux informations minimales est motivée et n’est autorisée que lorsque cela est jugé nécessaire pour des raisons liées à la sécurité et à l’intégrité des réseaux, à la sécurité nationale, à la santé publique ou à la sûreté, à la confidentialité ou à des secrets commerciaux et d’affaires.

Art. 6. In dezelfde afdeling IV wordt een artikel 15/2octies ingevoegd, luidende :

“Art.15/2octies. § 1. Onverminderd iedere bepaling ter regulering van de coördinatie van civieltechnische werken in het openbaar domein, ingevoerd bij decreet of ordonnantie, heeft de beheerder van een niet-actieve infrastructuur het recht om met ondernemingen die elektronische communicatienetwerken aanbieden of waaraan een vergunning voor het aanbieden ervan is verleend, te onderhandelen over overeenkomsten met betrekking tot de coördinatie van civieltechnische werken met het oog op de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid.

§ 2. De beheerder van een niet-actieve infrastructuur die, direct of indirect, geheel of gedeeltelijk met overheidsgeld gefinancierde civiele werken uitvoert, voldoet aan elk redelijk verzoek om onder transparante en niet-discriminerende voorwaarden de civiele werken te coördineren, die gedaan worden door ondernemingen die openbare communicatienetwerken aanbieden of waaraan vergunning voor het aanbieden ervan is verleend, met het oog op de aanleg van elementen van elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid.

Dat verzoek kan worden ingewilligd, mits :

1° dit geen aanvullende kosten, daaronder begrepen kosten door bijkomende vertragingen, met zich zal meebrengen voor de oorspronkelijk geplande civiele werken;

2° dit geen belemmering zal vormen voor de controle over de coördinatie van de werken;

3° het verzoek om coördinatie zo spoedig mogelijk wordt gedaan, en in ieder geval ten minste één maand voordat het definitieve project wordt ingediend bij de bevoegde vergunningverlenende autoriteiten.

§ 3. Indien binnen een maand vanaf de datum van ontvangst van het formele verzoek om overleg overeenkomstig § 2 geen overeenstemming is bereikt over de coördinatie van civiele werken, heeft elke partij het recht de zaak door te verwijzen naar de instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuur.

Het eerste lid is van toepassing onverminderd de mogelijkheid voor elke partij om bij geschillen de zaak aanhangig te maken bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, die beslist als in kort geding, overeenkomstig de procedure die bepaald is in artikel 15/2decies.

Art. 7. In dezelfde afdeling IV wordt een artikel 15/2novies ingevoegd, luidende :

“Art.15/2novies. § 1. Met het oog op onderhandelingen over overeenkomsten met betrekking tot de coördinatie van civiele werken als bedoeld in artikel 15/2octies, stelt de beheerder van een niet-actieve infrastructuur, op specifiek schriftelijk ingediend verzoek van een onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan vergunning voor het aanbieden van openbare communicatienetwerken is verleend, de volgende minimuminformatie ter beschikking over lopende of geplande civiele werken met betrekking tot zijn niet-actieve infrastructuur waarvoor een vergunning is verleend, waarvoor een vergunningsprocedure loopt of waarvoor binnen de komende zes maanden een eerste aanvraag voor een vergunning bij de bevoegde vergunningverlenende autoriteiten zal worden ingediend :

1° de locatie en het type werkzaamheden;

2° de betrokken elementen van de niet-actieve infrastructuur;

3° de geraamde datum voor de aanvang van de werkzaamheden en de duur; en

4° een contactpunt.

In haar verzoek vermeldt de onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan vergunning voor het aanbieden van openbare communicatienetwerken is verleend, het gebied waarin de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid wordt overwogen. De beheerder van een niet-actieve infrastructuur verleent uiterlijk twee weken vanaf de datum van ontvangst van het schriftelijke verzoek de gevraagde informatie, onder eventredige, niet-discriminerende en transparante voorwaarden.

Een beperking van de toegang tot de minimuminformatie wordt gemotiveerd en uitsluitend toegestaan indien dit noodzakelijk wordt geacht met het oog op de veiligheid en integriteit van de niet-actieve infrastructuur, de nationale veiligheid, de volksgezondheid of de openbare veiligheid, de vertrouwelijkheid en de bescherming van handels- en bedrijfsgeheimen.

§ 2. Le gestionnaire d'infrastructures non actives peut refuser la demande présentée en vertu du paragraphe 1^{er} :

1° s'il a mis les informations demandées à la disposition du public sous forme électronique; ou

2° s'il est possible d'accéder à ces informations par l'intermédiaire du point d'information unique.

§ 3. Le gestionnaire d'infrastructures non-actives met à disposition les informations minimales requises visées au paragraphe 1, par l'intermédiaire du point d'information unique.

§ 4. En cas de litige concernant les droits et obligations prévus dans le présent article, chacune des parties a le droit de porter le litige devant l'organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux.

L'alinéa 1^{er} est applicable sans préjudice de la possibilité pour toute partie, en cas de litige, de saisir le tribunal de première instance de Bruxelles, statuant comme en référé, conformément à la procédure fixée par l'article 15/2^{decies}."

Art. 8. Dans la même section IV, il est inséré un article 15/2^{decies}, rédigé comme suit :

"Art.15/2^{decies}. § 1^{er}. Le recours visé à l'article 15/2^{sexies}, § 4, alinéa 2, 15/2^{septies}, § 4, alinéa 2, 15/2^{octies}, § 3, alinéa 2, ou 15/2^{novies}, § 4, alinéa 2, est formé, sous peine d'irrecevabilité, qui est prononcée d'office, par requête signée et déposée au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles. La requête est déposée au greffe en autant d'exemplaires que de parties à la cause.

§ 2. Dans les trois jours ouvrables qui suivent le dépôt de la requête, la requête est notifiée, par pli judiciaire, par le greffe du tribunal de première instance de Bruxelles à toutes les parties appelées à la cause par le demandeur.

À tout moment, le tribunal de première instance de Bruxelles peut d'office appeler à la cause toutes autres personnes dont la situation risque d'être affectée par le recours, à intervenir dans l'instance.

§ 3. Le tribunal de première instance de Bruxelles fixe les délais dans lesquels les parties se communiquent leurs observations écrites et en déposent copie au greffe. Le tribunal fixe également la date des débats.

Le tribunal de première instance de Bruxelles statue dans un délai de soixante jours à compter du dépôt de la requête visée au paragraphe 1^{er}."

CHAPITRE 3. — Modifications de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité

Art. 9. L'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, modifié en dernier lieu par la loi du 21 juillet 2016, est complété par les 63°, 64°, 65°, 66° et 67° rédigés comme suit :

63° "réseau de communications électroniques à haut débit" : un réseau de communications électroniques pouvant fournir des services d'accès au haut débit à une vitesse supérieure ou égale à 30 Mbit/s;

64° "infrastructures non actives" : tout élément d'un réseau de transport, d'un réseau fermé industriel, d'un raccordement à ces réseaux, d'une interconnexion, d'une ligne directe, qui est susceptible d'accueillir les éléments d'un réseau de communications électroniques à haut débit, sans devenir lui-même un élément actif de ce réseau, tels que les conduites, pylônes, gaines, chambres de tirage et regards, trous de visite, boîtiers, immeubles ou accès à des immeubles, installations liées aux antennes, tours et poteaux, à l'exclusion des lieux exclusifs du service électrique au sens de l'article 51 du règlement général sur les installations électriques, rendu obligatoire par l'arrêté royal du 10 mars 1981; les câbles, y compris la fibre noire, ne constituent pas des infrastructures non-actives;

65° "organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux" : l'organe de règlement des litiges institué par l'accord de coopération du 1^{er} décembre 2016 en vue de transposer partiellement la directive 2014/61/UE du parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit;

66° "point d'information unique" : le système KLIM – CICC (Fédéral Kabels en leidingen Informatie Meldpunt – Point de Contact fédéral Information Câbles et Conduites) et tout autre point d'information électronique unique donnant lieu aux mêmes obligations et droits d'information, créé ou désigné par décret ou ordonnance;

§ 2. De beheerder van een niet-actieve infrastructuur kan het verzoek overeenkomstig § 1 weigeren in de volgende gevallen :

1° hij heeft de gevraagde informatie in elektronisch formaat openbaar gemaakt, of

2° de toegang tot dergelijke informatie is mogelijk via het centraal informatiepunt.

§ 3. De beheerder van een niet-actieve infrastructuur stelt de in § 1 bedoelde minimuminformatie waar om is verzocht, ter beschikking via het centraal informatiepunt.

§ 4. Wanneer een geschil ontstaat in verband met de in dit artikel vermelde rechten en verplichtingen, heeft elke partij bij het geschil het recht het geschil door te verwijzen naar de instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuur.

Het eerste lid is van toepassing onverminderd de mogelijkheid voor elke partij om bij geschillen de zaak aanhangig te maken bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, die beslist als in kort geding, overeenkomstig de procedure die bepaald is in artikel 15/2^{decies}."

Art. 8. In dezelfde afdeling IV wordt een artikel 15/2^{decies} ingevoegd, luidende :

"Art.15/2^{decies}. § 1. Het beroep bedoeld in artikel 15/2^{sexies}, § 4, tweede lid, 15/2^{septies}, § 4, tweede lid, 15/2^{octies}, § 3, tweede lid, of 15/2^{novies}, § 4, tweede lid, wordt op straffe van onontvankelijkheid die ambtshalve wordt uitgesproken, ingesteld bij verzoekschrift dat ondertekend wordt en ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg van Brussel wordt neergelegd. Het verzoekschrift wordt ter griffie neergelegd in evenveel exemplaren als er partijen in de zaak zijn.

§ 2. Binnen de drie werkdagen die volgen op de neerlegging van het verzoekschrift wordt het verzoekschrift door de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel bij gerechtsbrief betekend aan de partijen die door eiser voor de zaak worden opgeroepen.

Op elk ogenblik kan de rechtbank van eerste aanleg te Brussel voor de zaak alle andere personen ambtshalve oproepen wier situatie door het beroep kan worden aangetast, om in het geding tussen te komen.

§ 3. De rechtbank van eerste aanleg te Brussel bepaalt de termijnen binnen dewelke de partijen elkaar hun geschreven opmerkingen bezorgen en daarvan ter griffie kopie neerleggen. De rechtbank bepaalt eveneens de datum van de debatten.

De rechtbank van eerste aanleg te Brussel beslist binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de neerlegging van het verzoekschrift bedoeld in paragraaf 1."

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt

Art. 9. Artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 juli 2016, wordt aangevuld met de bepalingen onder 63°, 64°, 65°, 66° en 67° luidende :

63° "elektronische communicatie-netwerken met hoge snelheid" : een elektronisch communicatienetwerk dat breedbandtoegangsdiensten kan leveren met snelheden van minstens 30 Mbps;

64° "niet-actieve infrastructuur" : elk element van een transmissienet, van een gesloten industrieel net, van een aansluiting op deze netwerken, van een verbinding, van een directe lijn, die elementen van een elektronische communicatienetwerk met hoge snelheid kunnen onderbrengen zonder dat zij zelf een actief element van het netwerk worden zoals buizen, masten, kabelgoten, inspectieputten, mangaten, straatkasten, gebouwen of ingangen in gebouwen, antenne-installaties, torens en palen, uitgezonderd de exclusieve ruimten van de elektrische dienst in de zin van het artikel 51 van het algemeen reglement op de elektrische installaties, bij koninklijk besluit van 10 maart 1981 bindend gemaakt; de kabels, ongebruikte glasvezels (dark fibre) inbegrepen, zijn geen niet-actieve infrastructuur;

65° "instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuur" : de instantie voor geschillenbeslechting opgericht door het samenwerkingsakkoord van 1 december 2016 om te zorgen voor de gedeeltelijke omzetting van de richtlijn 2014/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake maatregelen ter verlaging van de kosten van de aanleg van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid;

66° "centraal informatiepunt" : het KLIM-CICC-systeem (Federaal Kabels en leidingen Informatie Meldpunt – Point de Contact fédéral Information Câbles et Conduites) en elk ander centraal elektronisch informatiepunt dat aanleiding geeft tot dezelfde informatierechten en -plichten, opgericht of ontworpen bij decret of ordonnantie;

67° “travaux de génie civil” : le résultat d’un ensemble de travaux de bâtiment ou de génie civil, destiné à remplir par lui-même une fonction économique ou technique et qui comporte un ou plusieurs éléments d’une infrastructure non-active.”.

Art. 10. Dans la même loi, il est inséré un chapitre IIIbis intitulé “Chapitre IIIbis. - Accès aux infrastructures non actives en vue du déploiement des réseaux de communications électroniques à haut débit et coordination des travaux de génie civil”.

Art. 11. Dans le chapitre IIIbis inséré par l’article 9, il est inséré un article 14/1 rédigé comme suit :

“Art.14/1. § 1^{er}. Le gestionnaire d’infrastructures non actives a le droit d’offrir aux entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux de communications électroniques l’accès à ses infrastructures non actives en vue du déploiement d’éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit.

§ 2. En réponse à une demande écrite formulée par une entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics, le gestionnaire d’infrastructures non actives fait droit à toute demande raisonnable d’accès à ses infrastructures non actives selon des modalités et des conditions équitables et raisonnables, y compris au niveau du prix, en vue du déploiement d’éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit. Cette demande écrite indique de manière détaillée les éléments du projet pour lequel l’accès est demandé, y compris un échéancier précis.

§ 3. Tout refus d’accès est fondé sur des critères objectifs, transparents et proportionnés, tels que :

1° la capacité technique de l’infrastructure non active à laquelle l’accès a été demandé d’accueillir les éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit visés au paragraphe 2;

2° l’espace disponible pour des autres éléments du réseau de transport, du réseau fermé industriel, du raccordement ou de la ligne directe du gestionnaire d’infrastructures non actives, y compris les besoins futurs d’espace dudit gestionnaire, ou pour accueillir les éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit visés au paragraphe 2, y compris les besoins futurs d’espace de l’entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics, qui a introduit la demande, ou les éléments de réseaux d’autres entreprises, lesquels ont été démontrés de manière suffisante;

3° des considérations de sûreté et de santé publique;

4° l’intégrité et la sécurité de l’infrastructure non active, en particulier de celle constituant une infrastructure critique nationale visée par la loi du 1^{er} juillet 2011 relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques;

5° le risque d’interférence grave entre les services de communications électroniques en projet et les autres services fournis à l’aide des infrastructures non actives;

6° la disponibilité d’autres moyens viables de fourniture en gros d’accès physique à l’infrastructure non active, offerts par le gestionnaire d’infrastructures non actives et adaptés à la fourniture de réseaux de communications électroniques à haut débit, pour autant que l’accès soit offert selon des modalités et des conditions équitables et raisonnables.

Le gestionnaire d’infrastructures non actives indique les raisons de son refus dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la demande d’accès complète.

§ 4. Si l’accès est refusé ou si aucun accord n’a été trouvé sur les modalités et conditions spécifiques, y compris le prix, dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la demande d’accès, chaque partie est habilitée à porter l’affaire devant l’organe de règlement des litiges en matière d’infrastructures de réseaux.

L’alinéa 1^{er} est applicable sans préjudice de la possibilité pour toute partie, en cas de litige, de saisir le tribunal de première instance de Bruxelles, statuant comme en référé, conformément à la procédure fixée par l’article 14/5.

67° “civiele werken” : het product van een geheel van bouwkundige of civieltechnische werken dat bestemd is om als zodanig een economische of technische functie te vervullen en dat een of meer elementen van een niet-actieve infrastructuur omvat.”.

Art. 10. In dezelfde wet wordt een hoofdstuk IIIbis ingevoegd met als titel “Hoofdstuk IIIbis IV. - Toegang tot niet-actieve infrastructuur met het oog op de aanleg van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid en coördinatie van civieltechnische werken”.

Art. 11. In hoofdstuk IIIbis, ingevoegd bij artikel 9, wordt een artikel 14/1 ingevoegd, luidende :

“Art.14/1. § 1. Elke beheerder van niet-actieve infrastructuur heeft het recht ondernemingen die elektronische communicatienetwerken aanbieden of waaraan een vergunning voor het aanbieden ervan is verleend, toegang te geven tot zijn niet-actieve infrastructuur met het oog op de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid.

§ 2. Op schriftelijk verzoek van een onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan een vergunning voor het aanbieden ervan is verleend, willicht de beheerder van niet-actieve infrastructuur voldoen aan redelijke verzoeken om toegang tot zijn niet-actieve infrastructuur in onder billijke en redelijke eisen en voorwaarden met inbegrip van de prijs, met het oog op de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid. Dat schriftelijke verzoek bevat een nadere omschrijving van de elementen van het project waarvoor om toegang wordt verzocht, met inbegrip van een tijdschema.

§ 3. Elke weigering om toegang te verlenen, is gebaseerd op objectieve, transparante en evenredige criteria, zoals :

1° de technische geschiktheid van de niet-actieve infrastructuur voor het onderbrengen van de in paragraaf 2 bedoelde elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid;

2° de beschikbaarheid van ruimte om andere elementen van het transmissienet, van het gesloten industrieel net, van de aansluiting of van de directe leiding van de beheerder van niet-actieve infrastructuur te huisvesten, de toekomstige behoeften aan ruimte van de beheerder inbegrepen, of om de in paragraaf 2 bedoelde elementen van de elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid te huisvesten, waarbij onder meer rekening wordt gehouden met de toekomstige behoeften aan ruimte, die afdoende moeten worden aangetoond, van de onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan een vergunning voor het aanbieden ervan is verleend en die het verzoek heeft ingediend of met de elementen van netwerken van andere ondernemingen;

3° overwegingen met betrekking tot veiligheid en volksgezondheid;

4° de integriteit en veiligheid van de niet-actieve infrastructuur, met name van kritieke nationale infrastructuur bedoeld in de wet van 1 juli 2011 betreffende de beveiliging en de bescherming van de kritieke infrastructuren;

5° het risico van ernstige verstoring van de geplande elektronische communicatiediensten wanneer andere diensten via de niet-actieve infrastructuur worden verstrekt;

6° de vraag of de beheerder van de niet-actieve infrastructuur beschikt over levensvatbare alternatieve middelen voor het verlenen van wholesaletoeegang tot de fysieke niet-actieve infrastructuur die geschikt zijn voor het aanbieden van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid, op voorwaarde dat de toegang onder billijke en redelijke voorwaarden wordt verleend.

Uiterlijk twee maanden vanaf de datum van ontvangst van het volledige verzoek om toegang geeft de beheerder van de niet-actieve infrastructuur de redenen voor de weigering op.

§ 4. Indien uiterlijk twee maanden vanaf de datum van ontvangst van het verzoek, toegang wordt geweigerd of geen overeenstemming wordt bereikt over specifieke eisen en voorwaarden, met inbegrip van de prijs, heeft elke partij het recht deze kwestie door te verwijzen naar de instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuur.

Het eerste lid is van toepassing onverminderd de mogelijkheid voor elke partij om bij geschillen de zaak aanhangig te maken bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, die beslist als in kort geding, overeenkomstig de procedure die bepaald is in artikel 14/5.

§ 5. Le présent article s'entend sans préjudice du droit de propriété du propriétaire de l'infrastructure non active lorsque le gestionnaire d'infrastructures non-actives n'est pas le propriétaire ainsi que du droit de propriété de tout autre tiers, tels que les propriétaires fonciers et les propriétaires privés. Le présent article s'entend également sans préjudice de l'obligation pour l'entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics d'obtenir les permis et autorisations requis pour la pose des éléments constitutifs de son réseau de communications électroniques à haut débit."

Art. 12. Dans le même chapitre IIIbis, il est inséré un article 14/2, rédigé comme suit :

"Art.14/2. § 1^{er}. Toute entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics a le droit, afin de demander l'accès à une infrastructure non active conformément à l'article 14/1, § 2, d'accéder, sur simple demande, aux informations minimales suivantes relatives aux infrastructures non actives existantes du gestionnaire d'infrastructures non actives :

- 1° l'emplacement et le tracé;
- 2° le type et l'utilisation actuelle des infrastructures; et
- 3° un point de contact.

L'entreprise qui demande l'accès précise la zone dans laquelle elle envisage le déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit.

Une limitation de l'accès aux informations minimales est motivée et n'est autorisée que lorsque cela est nécessaire pour des raisons liées à la sécurité et à l'intégrité des infrastructures non actives, à la sécurité nationale, à la santé publique ou à la sûreté, à la confidentialité ou aux secrets commerciaux et d'affaires.

§ 2. Lorsque les informations minimales visées au paragraphe 1^{er} ne sont pas disponibles par l'intermédiaire du point d'information unique, le gestionnaire d'infrastructures non actives donne accès à ces informations sur demande spécifique formulée par écrit par une entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics.

Cette demande précise la zone concernée par un éventuel déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit. L'accès aux informations est accordé dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la demande écrite, selon des modalités proportionnées, non discriminatoires et transparentes, sans préjudice des restrictions prévues en vertu du paragraphe 1^{er}.

§ 3. En réponse à la demande écrite spécifique formulée par une entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics, le gestionnaire d'infrastructures non actives fait droit, sans préjudice des limites décrites au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, aux demandes raisonnables d'enquête sur place sur des éléments spécifiques de leurs infrastructures non actives. Cette demande précise les éléments de réseau concernés par le déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit.

L'autorisation d'effectuer des enquêtes sur place sur des éléments spécifiques de l'infrastructure non active est accordée, selon des modalités proportionnées, non discriminatoires et transparentes, dans un délai d'un mois à partir de la date de réception de la demande écrite et sans préjudice des restrictions prévues en vertu du paragraphe 1^{er}. Les personnes ayant reçu l'autorisation devront respecter scrupuleusement les procédures et impositions de sécurité qui leur seront communiquées.

§ 4. En cas de litige concernant les droits et obligations prévus dans le présent article, chacune des parties a le droit de porter le litige devant l'organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux.

§ 5. Dit artikel laat het eigendomsrecht van de eigenaar van de niet-actieve infrastructuur, indien de beheerder van de niet-actieve infrastructuur niet de eigenaar is, alsmede het eigendomsrecht van derden, zoals landeigenaren en eigenaren van privaat eigendom, onverlet. Dit artikel laat eveneens de verplichting voor de onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan een vergunning voor het aanbieden ervan is verleend, om de toelatingen en vergunningen te bekomen die vereist zijn voor de aanleg van de bestanddelen van zijn elektronisch communicatienetwerk met hoge snelheid, onverlet."

Art. 12. In hetzelfde hoofdstuk IIIbis wordt een artikel 14/2 ingevoegd, luidende :

"Art.14/2. § 1. Iedere onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan een vergunning voor het aanbieden van openbare communicatienetwerken is verleend, heeft op verzoek recht op toegang tot de volgende minimuminformatie met betrekking tot een niet-actieve infrastructuur van de beheerder van een niet-actieve infrastructuur, teneinde overeenkomstig artikel 14/1, § 2, een verzoek om toegang tot niet-actieve infrastructuur in te dienen :

- 1° locatie en route;
- 2° aard en huidig gebruik van de infrastructuur; en
- 3° een contactpunt.

De onderneming die om toegang verzoekt, specificeert het gebied waarin wordt overwogen om elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid aan te leggen.

Een beperking van de toegang tot de minimuminformatie wordt gemotiveerd en uitsluitend toegestaan indien dit noodzakelijk wordt geacht met het oog op de veiligheid en integriteit van de niet-actieve infrastructuur, de nationale veiligheid, de volksgezondheid of de openbare veiligheid, de vertrouwelijkheid en de bescherming van handels- en bedrijfsgeheimen.

§ 2. Indien de in paragraaf 1 bedoelde minimuminformatie niet via het centrale informatiepunt beschikbaar is, biedt de beheerder van de niet-actieve infrastructuur op specifiek schriftelijk verzoek van een onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan vergunning voor het aanbieden van openbare communicatienetwerken is verleend, toegang aan tot dergelijke informatie.

In dat verzoek wordt gespecificeerd in welk gebied de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid wordt overwogen. Toegang tot informatie moet binnen twee maanden vanaf de datum van ontvangst van het schriftelijk verzoek worden verleend, waarbij evenredige, niet-discriminerende en transparante voorwaarden worden gehanteerd, onverminderd de beperkingen overeenkomstig paragraaf 1.

§ 3. Op specifiek, schriftelijk verzoek van een onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan vergunning voor het aanbieden van openbare communicatienetwerken is verleend, gaat de beheerder van een niet-actieve infrastructuur in op redelijke verzoeken tot inspecties ter plaatse van specifieke elementen van hun niet-actieve infrastructuur, onverminderd de beperkingen beschreven in paragraaf 1, derde lid. In dat verzoek worden de elementen van het betrokken netwerk gespecificeerd met het oog op de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid.

Inspecties ter plaatse van de gespecificeerde elementen van de niet-actieve infrastructuur moeten uiterlijk één maand vanaf de datum van ontvangst van het schriftelijk verzoek worden toegestaan, waarbij evenredige, niet-discriminerende en transparante voorwaarden worden gehanteerd, onverminderd de beperkingen overeenkomstig paragraaf 1. De personen die de toestemming gekregen hebben moeten de procedures en veiligheidsmaatregelen die hun worden meegedeeld, nauwgezet naleven.

§ 4. Wanneer een geschil ontstaat in verband met de in dit artikel vermelde rechten en verplichtingen, heeft elke partij bij het geschil het recht het geschil door te verwijzen naar de instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuur.

L'alinéa 1^{er} est applicable sans préjudice de la possibilité pour toute partie, en cas de litige, de saisir le tribunal de première instance de Bruxelles, statuant comme en référé, conformément à la procédure fixée par l'article 14/5.

§ 5. Lorsqu'elles obtiennent l'accès aux informations en vertu du présent article, les entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux de communications publics prennent les mesures appropriées pour assurer le respect de la confidentialité et des secrets commerciaux et d'affaires."

Art. 13. Dans le même chapitre *IIIbis*, il est inséré un article 14/3, rédigé comme suit :

"Art.14/3. § 1^{er}. Sans préjudice de toute disposition établie par décret ou par ordonnance régissant la coordination de travaux de génie civil sur le domaine public, le gestionnaire d'infrastructures non actives a le droit de négocier des accords en ce qui concerne la coordination des travaux de génie civil avec les entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux de communications électroniques en vue du déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit.

§ 2. Lorsque le gestionnaire d'infrastructures non actives effectue directement ou indirectement des travaux de génie civil entièrement ou partiellement financés par des fonds publics, il fait droit à toute demande raisonnable de coordination, selon des modalités transparentes et non discriminatoires, des travaux de génie civil émanant d'entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux de communications publics en vue du déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit.

Il est satisfait à cette demande, pour autant que :

1° cela n'entraîne pas de coûts supplémentaires, y compris en raison de retards supplémentaires, pour les travaux de génie civil envisagés initialement;

2° que cela ne fasse pas obstacle au contrôle de la coordination des travaux;

3° que la demande de coordination soit introduite dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, un mois au moins avant le dépôt du projet définitif auprès des autorités compétentes en matière de délivrance d'autorisations.

§ 3. Si un accord relatif à la coordination des travaux de génie civil en vertu du paragraphe 2 n'a pu être conclu dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande de négociation formelle, chacune des parties est habilitée à porter l'affaire devant l'organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux.

L'alinéa 1^{er} est applicable sans préjudice de la possibilité pour toute partie, en cas de litige, de saisir le tribunal de première instance de Bruxelles, statuant comme en référé, conformément à la procédure fixée par l'article 14/5."

Art. 14. Dans le même chapitre *IIIbis*, il est inséré un article 14/4, rédigé comme suit :

"Art.14/4. § 1^{er}. Afin de négocier des accords de coordination des travaux de génie civil visés à l'article 14/3, le gestionnaire d'infrastructures non actives met à disposition, lorsqu'une demande en ce sens lui est adressée par écrit par une entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics, les informations minimales suivantes sur les travaux de génie civil en cours ou prévus relatifs à ses infrastructures non actives et pour lesquels une autorisation a été accordée, une procédure de délivrance d'autorisation est en cours ou une première introduction de demande d'autorisation auprès des autorités compétentes est envisagée dans les six mois suivants :

1° l'emplacement et le type de travaux;

2° les éléments de l'infrastructure non active concernés;

3° la date estimée de début des travaux et la durée de ces derniers; et

4° un point de contact.

Het eerste lid is van toepassing onverminderd de mogelijkheid voor elke partij om bij geschillen de zaak aanhangig te maken bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, die beslist als in kort geding, overeenkomstig de procedure die bepaald is in artikel 14/5.

§ 5. Wanneer zij overeenkomstig dit artikel toegang krijgen tot informatie, nemen de ondernemingen die openbare communicatienetwerken aanbieden of waaraan vergunning voor het aanbieden van openbare communicatienetwerken is verleend, de nodige maatregelen ter bescherming van vertrouwelijkheid en handels- en bedrijfsgeheimen."

Art. 13. In hetzelfde hoofdstuk *IIIbis* wordt een artikel 14/3 ingevoegd, luidende :

"Art.14/3. § 1. Onverminderd iedere bepaling ter regulering van de coördinatie van civieltechnische werken in het openbaar domein, ingevoerd bij decreet of ordonnantie, heeft de beheerder van een niet-actieve infrastructuur het recht om met ondernemingen die elektronische communicatienetwerken aanbieden of waaraan een vergunning voor het aanbieden ervan is verleend, te onderhandelen over overeenkomsten met betrekking tot de coördinatie van civieltechnische werken met het oog op de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid.

§ 2. De beheerder van een niet-actieve infrastructuur die, direct of indirect, geheel of gedeeltelijk met overheidsgeld gefinancierde civiele werken uitvoert, voldoet aan elk redelijk verzoek om onder transparante en niet-discriminerende voorwaarden de civiele werken te coördineren, die gedaan worden door ondernemingen die openbare communicatienetwerken aanbieden of waaraan vergunning voor het aanbieden ervan is verleend, met het oog op de aanleg van elementen van elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid.

Dat verzoek kan worden ingewilligd, mits :

1° dit geen aanvullende kosten, daaronder begrepen kosten door bijkomende vertragingen, met zich zal mee brengen voor de oorspronkelijk geplande civiele werken;

2° dit geen belemmering zal vormen voor de controle over de coördinatie van de werken;

3° het verzoek om coördinatie zo spoedig mogelijk wordt gedaan, en in ieder geval ten minste één maand voordat het definitieve project wordt ingediend bij de bevoegde vergunningverlenende autoriteiten.

§ 3. Indien binnen een maand vanaf de datum van ontvangst van het formele verzoek om overleg overeenkomstig § 2 geen overeenstemming is bereikt over de coördinatie van civiele werken, heeft elke partij het recht de zaak door te verwijzen naar de instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuur.

Het eerste lid is van toepassing onverminderd de mogelijkheid voor elke partij om bij geschillen de zaak aanhangig te maken bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, die beslist als in kort geding, overeenkomstig de procedure die bepaald is in artikel 14/5."

Art. 14. In hetzelfde hoofdstuk *IIIbis* wordt een artikel 14/4 ingevoegd, luidende :

"Art.14/4 § 1. Met het oog op onderhandelingen over overeenkomsten met betrekking tot de coördinatie van civiele werken als bedoeld in artikel 14/3, stelt de beheerder van een niet-actieve infrastructuur, op specifiek schriftelijk ingediend verzoek van een onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan vergunning voor het aanbieden van openbare communicatienetwerken is verleend, de volgende minimuminformatie ter beschikking over lopende of geplande civiele werken met betrekking tot zijn niet-actieve infrastructuur waarvoor een vergunning is verleend, waarvoor een vergunningsprocedure loopt of waarvoor binnen de komende zes maanden een eerste aanvraag voor een vergunning bij de bevoegde vergunningverlenende autoriteiten zal worden ingediend :

1° de locatie en het type werkzaamheden;

2° de betrokken elementen van de niet-actieve infrastructuur;

3° de geraamde datum voor de aanvang van de werkzaamheden en de duur; en

4° een contactpunt.

L'entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications publics précise, dans sa demande, la zone dans laquelle elle envisage un déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit. Dans un délai de deux semaines à compter de la date de réception de la demande écrite, le gestionnaire d'infrastructures non actives fournit les informations demandées selon des modalités proportionnées, non discriminatoires et transparentes.

Une limitation de l'accès aux informations minimales est motivée et n'est autorisée que lorsque cela est jugé nécessaire pour des raisons liées à la sécurité et à l'intégrité des réseaux, à la sécurité nationale, à la santé publique ou à la sûreté, à la confidentialité ou à des secrets commerciaux et d'affaires.

§ 2. Le gestionnaire d'infrastructures non-actives peut refuser la demande présentée en vertu du § 1^{er} :

1° s'il a mis les informations demandées à la disposition du public sous forme électronique; ou

2° s'il est possible d'accéder à ces informations par l'intermédiaire du point d'information unique.

§ 3. Le gestionnaire d'infrastructures non actives met à disposition les informations minimales requises visées au paragraphe 1, par l'intermédiaire du point d'information unique.

§ 4. En cas de litige concernant les droits et obligations prévus dans le présent article, chacune des parties a le droit de porter le litige devant l'organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux.

L'alinéa 1^{er} est applicable sans préjudice de la possibilité pour toute partie, en cas de litige, de saisir le tribunal de première instance de Bruxelles, statuant comme en référé, conformément à la procédure fixée par l'article 14/5."

Art. 15. Dans le même chapitre III*bis*, il est inséré un article 14/5, rédigé comme suit :

"Art.14/5. § 1^{er}. Le recours visé à l'article 14/1, § 4, alinéa 2, 14/2, § 4, alinéa 2, 14/3, § 3, alinéa 2, ou 14/4, § 4, alinéa 2, est formé, sous peine d'irrecevabilité, qui est prononcée d'office, par requête signée et déposée au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles. La requête est déposée au greffe en autant d'exemplaires que de parties à la cause.

§ 2. Dans les trois jours ouvrables qui suivent le dépôt de la requête, la requête est notifiée, par pli judiciaire, par le greffe du tribunal de première instance de Bruxelles à toutes les parties appelées à la cause par le demandeur.

À tout moment, le tribunal de première instance de Bruxelles peut d'office appeler à la cause toutes autres personnes dont la situation risque d'être affectée par le recours, à intervenir dans l'instance.

§ 3. Le tribunal de première instance de Bruxelles fixe les délais dans lesquels les parties se communiquent leurs observations écrites et en déposent copie au greffe. Le tribunal fixe également la date des débats.

Le tribunal de première instance de Bruxelles statue dans un délai de soixante jours à compter du dépôt de la requête visée au paragraphe 1^{er}."

Art. 16. À l'article 569 du Code judiciaire, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les 44° et 45°, rédigés comme suit :

"44° des demandes fondées sur les articles 15/2*sexies*, § 4, alinéa 2, 15/2*septies*, § 4, alinéa 2, 15/2*octies*, § 3, alinéa 2, et 15/2*novies*, § 4, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations;

45° des demandes fondées sur les articles 14/1, § 4, alinéa 2, 14/2, § 4, alinéa 2, 14/3, § 3, alinéa 2, et 14/4, § 4, alinéa 2, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité";

2° dans l'alinéa 2, les nombres et mot "37° et 43°" sont remplacés par les nombres et mot "37°, 43°, 44° et 45°".

In haar verzoek vermeldt de onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan vergunning voor het aanbieden van openbare communicatie-netwerken is verleend, het gebied waarin de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid wordt overwogen. De beheerder van een niet-actieve infrastructuur verleent uiterlijk twee weken vanaf de datum van ontvangst van het schriftelijke verzoek de gevraagde informatie, onder evenredige, niet-discriminerende en transparante voorwaarden.

Een beperking van de toegang tot de minimuminformatie wordt gemotiveerd en uitsluitend toegestaan indien dit noodzakelijk wordt geacht met het oog op de veiligheid en integriteit van de niet-actieve infrastructuur, de nationale veiligheid, de volksgezondheid of de openbare veiligheid, de vertrouwelijkheid en de bescherming van handels- en bedrijfsgeheimen.

§ 2. De beheerder van een niet-actieve infrastructuur kan het verzoek overeenkomstig § 1 weigeren in de volgende gevallen :

1° hij heeft de gevraagde informatie in elektronisch formaat openbaar gemaakt, of

2° de toegang tot dergelijke informatie is mogelijk via het centraal informatiepunt.

§ 3. De beheerder van een niet-actieve infrastructuur stelt de in paragraaf 1 bedoelde minimuminformatie waar om is verzocht, ter beschikking via het centraal informatiepunt.

§ 4. Wanneer een geschil ontstaat in verband met de in dit artikel vermelde rechten en verplichtingen, heeft elke partij bij het geschil het recht het geschil door te verwijzen naar de instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuur.

Het eerste lid is van toepassing onverminderd de mogelijkheid voor elke partij om bij geschillen de zaak aanhangig te maken bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, die beslist als in kort geding, overeenkomstig de procedure die bepaald is in artikel 14/5."

Art. 15. In hetzelfde hoofdstuk III*bis* wordt een artikel 14/5 ingevoegd, luidende :

"Art.14/5. § 1. Het beroep bedoeld in artikel 14/1, § 4, tweede lid, 14/2, § 4, tweede lid, 14/3, § 3, tweede lid, of 14/4, § 4, tweede lid, wordt op straffe van onontvankelijkheid die ambtshalve wordt uitgesproken, ingesteld bij verzoekschrift dat ondertekend wordt en ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg van Brussel wordt neergelegd. Het verzoekschrift wordt ter griffie neergelegd in evenveel exemplaren als er partijen in de zaak zijn.

§ 2. Binnen de drie werkdagen die volgen op de neerlegging van het verzoekschrift wordt het verzoekschrift door de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel bij gerechtsbrief betekend aan de partijen die door eiser voor de zaak worden opgeroepen.

Op elk ogenblik kan de rechtbank van eerste aanleg te Brussel voor de zaak alle andere personen ambtshalve oproepen wier situatie gevolgen dreigt te hebben door het beroep, om in het geding tussen te komen.

§ 3. De rechtbank van eerste aanleg te Brussel bepaalt de termijnen binnen dewelke de partijen elkaar hun geschreven opmerkingen bezorgen en daarvan ter griffie kopie neerleggen. De rechtbank bepaalt eveneens de datum van de debatten.

De rechtbank van eerste aanleg te Brussel beslist binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de neerlegging van het verzoekschrift bedoeld in paragraaf 1."

Art. 16. In artikel 569 van het Gerechtelijk Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de bepalingen onder 44° en 45°, luidende :

"44° vorderingen ingesteld krachtens de artikelen 15/2*sexies*, § 4, tweede lid, 15/2*septies*, § 4, tweede lid, 15/2*octies*, § 3, tweede lid, en 15/2*novies*, § 4, tweede lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen;

45° vorderingen ingesteld krachtens de artikelen 14/1, § 4, tweede lid, 14/2, § 4, tweede lid, 14/3, § 3, tweede lid, et 14/4, § 4, tweede lid, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt";

2° in het tweede lid, worden de getallen en het woord "37° en 43°" vervangen door de getallen en het woord "37°, 43°, 44° en 45°".

Art. 17. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des articles 1^{er}, 76^o, 15/2^{sexies}, § 4, alinéa 1^{er}, 15/2^{septies}, § 4, alinéa 1^{er}, 15/2^{octies}, § 3, alinéa 1^{er}, et 15/2^{novies}, § 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations et des articles 2, 65^o, 14/1, § 4, alinéa 1^{er}, 14/2, § 4, alinéa 1^{er}, 14/3, § 3, alinéa 1^{er}, et 14/4, § 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, tels qu'insérés respectivement par les articles 2, 4, 5, 6, 7, 9, 11, 12, 13 et 14 de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 31 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre de la Justice,
K. GEENS

La ministre de l'Energie,
M.-C. MARGHEM

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : 54 2583

Compte rendu intégral : 19 juillet 2017

Art. 17. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 1, 76^o, 15/2^{sexies}, § 4, eerste lid, 15/2^{septies}, § 4, eerste lid, 15/2^{octies}, § 3, eerste lid, en 15/2^{novies}, § 4, eerste lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen en van de artikelen 2, 65^o, 14/1, § 4, eerste lid, 14/2, § 4, eerste lid, 14/3, § 3, eerste lid, en 14/4, § 4, eerste lid, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, zoals zij respectievelijk zijn ingevoegd door de artikelen 2, 4, 5, 6, 7, 9, 11, 12, 13 en 14 van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 31 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Justitie,
K. GEENS

De minister van Energie,
M.-C. MARGHEM

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : 54 2583

Integraal Verslag : 19 juli 2017

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2017/30815]

18 DECEMBRE 2016. — Loi organisant la reconnaissance et l'encadrement du crowdfunding et portant des dispositions diverses en matière de finances. — Traduction allemande d'extraits

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande des articles 1 à 38, 44 à 70, 74, 75, 78 à 93, 100 à 105 et 107 à 111 de la loi du 18 décembre 2016 organisant la reconnaissance et l'encadrement du crowdfunding et portant des dispositions diverses en matière de finances (*Moniteur belge* du 20 décembre 2016).

Cette traduction a été établie par le Service central de traduction allemande à Malmedy.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2017/30815]

18 DECEMBER 2016. — Wet tot regeling van de erkenning en de afbakening van crowdfunding en houdende diverse bepalingen inzake financiën. — Duitse vertaling van uittreksels

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van de artikelen 1 tot 38, 44 tot 70, 74, 75, 78 tot 93, 100 tot 105 en 107 tot 111 van de wet van 18 december 2016 tot regeling van de erkenning en de afbakening van crowdfunding en houdende diverse bepalingen inzake financiën (*Belgisch Staatsblad* van 20 december 2016).

Deze vertaling is opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling in Malmedy.

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST INNERES

[C - 2017/30815]

18. DEZEMBER 2016 — Gesetz zur Regelung der Anerkennung und zur Festlegung des Rahmens von Crowdfunding und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich Finanzen — Deutsche Übersetzung von Auszügen

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung der Artikel 1 bis 38, 44 bis 70, 74, 75, 78 bis 93, 100 bis 105 und 107 bis 111 des Gesetzes vom 18. Dezember 2016 zur Regelung der Anerkennung und zur Festlegung des Rahmens von Crowdfunding und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich Finanzen.

Diese Übersetzung ist von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen in Malmedy erstellt worden.

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST FINANZEN

18. DEZEMBER 2016 — Gesetz zur Regelung der Anerkennung und zur Festlegung des Rahmens von Crowdfunding und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich Finanzen

PHILIPPE, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Die Abgeordnetenkammer hat das Folgende angenommen und Wir sanktionieren es:

TITEL 1 — Allgemeine Bestimmung

Artikel 1 - Vorliegendes Gesetz regelt eine in Artikel 74 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.